Le 15 février 2012 Le Canada cautionne la torture

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie
Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole,Gaz de schiste, Énergie
Transnationales
Pauvreté et inégalités sociales
Militarisation
11 sept. Guerre au terrorisme
Droits humains et Etat policier
Loi et Justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements
Recherche
Archives
Index des Auteurs
RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV GLOBAL RESEARCH TV

Combien de temps encore la population espagnole devra-t-elle rembourser une dette qui n'est pas la sienne ?

par Yves Julien et Jérôme Duval

Mondialisation.ca, Le 12 février 2012
cadtm.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg submit reddit 26 Share 4 Tweet

La dette de l'Etat espagnol est dans le point de mire de toute l'Europe, du fait que les marchés financiers (banques d'investissement, fonds vautours et assurances) continuent à spéculer sur cette dette avec un seul objectif : amasser de juteux bénéfices. Et cela provoque l'appauvrissement de la population dans son ensemble, car toute cette spéculation conduit à une augmentation progressive des intérêts à payer, réduisant à son tour, d'autres dépenses de l'Etat : éducation, prestations de retraite, vieillesse et chômage, justice, santé ou services sociaux. Toutes ces mesures d'austérité, équivalentes aux plans d'ajustement structurel menés au sud de la planète à partir des années 80, ne font qu'augmenter les inégalités sociales, à travers l'appauvrissement chaque fois plus important des personnes, spécialement des plus vulnérables (femmes, minorités ethniques, jeunes, immigrés, personnes au chômage et à la retraite).

Cependant, et contrairement au discours dominant, ce ne sont pas les dépenses publiques qui ont fait augmenter la dette de l'Etat espagnol, mais bien au contraire, les mesures, dont le bénéfice pour l'ensemble de la population est plus que douteux, qui ont provoqué les déficits obligeant à un endettement croissant. Par exemple, la baisse des impôts sur les successions et donations, sur la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, et la suppression de l'impôt sur le patrimoine ont bénéficié aux plus riches, dont le patrimoine, en réponse à leur cupidité, a par ailleurs été protégé par la fraude fiscale, la baisse des impôts sur les sociétés et les SICAV.

Par conséquent, la logique opérante consiste à faire payer à l'ensemble de la population des avantages économiques obtenus par un petit nombre de personnes qui s'enrichissent grâce à la dette. Mais il n'est pas facile de connaître la proportion exacte du budget dédiée au remboursement. Ceci est dû à une volonté politique délibérée de dissimuler ces questions à la population, rendue possible par le caractère particulier de l'endettement des Etats, très différent de la compréhension générale qu'on peut avoir des prêts aux particuliers ou aux entreprises. Pour ces prêts, l'argent prêté (appelé capital), tout comme les intérêts, se remboursent au fur et à mesure du délai accordé. Dans le cas d'un Etat, seuls les intérêts des prêts (appelés lettres, bons ou obligations d'Etat, selon qu'ils soient à court, moyen ou long terme) sont remboursés régulièrement jusqu'à échéance, alors que le capital doit être remboursé dans son intégralité quand le prêt se termine (arrive à échéance). Pour cette raison, le fonctionnement habituel des Etats est de s'endetter à nouveau pour payer les échéances d'anciennes dettes, permettant aux Etat de dissimuler ces dépenses, du fait qu'elles s'équilibrent au niveau budgétaire : les dépenses pour paiement des échéances équivalent aux revenus pour émission de nouvelle dette. Cependant, en augmentant la dette par un déficit résultant d'une mauvaise gestion budgétaire, on augmente chaque fois plus le paiement, qui à son tour nécessite chaque fois davantage d'émissions. De plus, cette nouvelle dette peut être émise sous des conditions différentes, par exemple avec des taux d'intérêts plus élevés (ce qui s'est passé dernièrement), ce qui débouche sur le classique effet boule de neige (augmentation de la dette par l'effet conjugué de forts taux d'intérêts et de nouveaux prêts pour payer les anciens).

L'étude minutieuse des budgets généraux de l'Etat (accessibles sur le site du Ministère espagnol de l'Économie et des Finances) permet de vérifier la quantité d'argent dépensée par l'Etat espagnol au titre du remboursement du capital durant ces dernières années (voir tableau). Par exemple, le remboursement du capital pour l'année 2010 est comparable au budget total de l'Etat pour cette année. Si nous additionnons intérêts et capital remboursé dernièrement, nous voyons qu'**entre 2000 et 2010, l'Etat espagnol a remboursé plus de 3 fois ce qu'il devait en 2010, et continue à en devoir près du double**. Ce tableau permet aussi de voir comment les intérêts et le capital remboursés tout comme la dette totale ont poursuivis leur hausse depuis 2000, et avec l'actuelle spéculation sur la dette de l'Etat espagnol, cette tendance n'est pas près de s'inverser.

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2000-2010
Dette publique totale de l'Etat	305	307	312	309	319	319	313	307	358	475	552	552
Intérêts payés charge de la dette	17	17	18	20	19	19	17	16	17	17	23	200
Capital remboursé amortissement	55	56	61	73	70	66	61	59	65	108	146	820
Service de la dette intérêts + capital	72	73	78	92	89	85	79	75	82	125	169	1020

Chiffres en milliards d'euros, extraits des budgets généraux de l'Etat espagnol 2000-2010.

En conclusion, il parait totalement injuste d'économiser sur les services publics comme l'éducation et la santé pour rembourser une dette dans le but d'alléger un déficit qui a bénéficié aux plus riches. Sous la pression populaire si nécessaire, l'Etat doit ouvrir tous les comptes publics de la dette pour que la population, en s'appuyant sur le droit national et international, puisse décider si elle doit rembourser ce qui a déjà été payé plusieurs fois, et annuler une dette frappée d'illégitimité. Ainsi, cet audit de la dette espagnole permettrait d'inverser le transfert de richesse opéré par le service de la dette Service de la dette Somme des intérêts et de l'amortissement du capital emprunté. non pas au bénéfice des riches créanciers mais bien à destination du bien-être de la population dans son ensemble.

Yves JULIEN, Jérôme DUVAL

PATAS ARRIBA - Valencia

Articles de Yves Julien publiés par Mondialisation.ca

Articles de Jérôme Duval publiés par Mondialisation.ca

SHARE

Comprendre la crise Evenements, enjeux, perspectives L'actuatlié éclairée www.la-croix.com

Apprendre le Piano Apprenez le piano en ligne avec les conseils des meilleurs professeurs www.jejouedupiano.com

Placer en Suisse à 7.5% Epargne à taux fixe, vous disposez à tout moment de votre argent www.geneveinvest.com/fr

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Yves Julien, cadtm.org, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29242

Privacy Policy

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par Polygraphx Multimedia © Copyright 2005-2009